

MAGALLON (CHARLES), né à Marseille, en 1741, établit d'abord une maison de commerce dans cette ville, et passa ensuite au Caire, en Egypte, où, pendant un séjour de plus de vingt années, il réunit aux occupations de son négoce le titre et les fonctions de consul français : c'est en cette qualité qu'il négocia en 1785, avec le pacha d'Egypte, les beys, et quelques chefs d'Arabes, des traités favorables au commerce de France; mais leur mauvaise foi, la rivalité des Anglais, et la préférence que le ministre français donnait aux intérêts de la compagnie des Indes, nouvellement créée avec un privilège exclusif, détruisirent les espérances de M. Magallon. Les négociations du traité avaient été confiées à M. de Truguet, envoyé au Caire pour cet objet, par M. de Choiseul; mais leur succès n'en fut pas moins attribué à la considération personnelle dont jouissait M. Magallon. Pendant sa longue résidence en Egypte, ce consul ne cessa de rendre des services en argent, en provisions et en guides, aux voyageurs français, notamment à M. Sonnini, au baron de Tott, à M. de St.-Germain de Saint-Hubert, et à d'autres envoyés civils et militaires que le gouvernement faisait passer en Orient. Ruiné par l'invasion du capitain-pacha, M. Magallon revint en France en 1790, et rendit compte à l'assemblée constituante de sa conduite en Egypte, des pertes qu'il avait faites, et des mauvais traitements des Arabes, auxquels il n'avait échappé que couvert de blessures. L'assemblée ne s'occupa point de ses réclamations; mais il obtint de la bienveillance particulière de Louis XVI, une tabatière enrichie de diamants et ornée du portrait de ce prince. M. Magallon rentra quelque temps après dans la carrière des consulats, et occupa tour-à-tour les résidences de Salonique et du Caire. Il est constant que l'on puisa, en la dénaturant, l'idée de l'expédition d'Egypte, exécutée par Buonaparte, dans les documents qu'il avait adressés au gouvernement, sur ses rapports avec l'Egypte, et les pertes qu'y éprouvait le commerce français, par la mauvaise foi des beys et leur insubordination envers la Sublime-Porte, et les moyens qu'il présenta pour obtenir une utile et permanente réparation de tous ces torts, en rapprochant les intérêts de la France et de la Turquie.

Lorsque l'on commença en France à pressentir les déplorables résultats de cette expédition, ce fut à qui rejetterait sur son rival l'odieux d'une entreprise dont le succès même n'aurait pu justifier l'injustice. Cette disposition des esprits fit naître entre le ministre des relations extérieures, sous lequel l'expédition avait commencé, et celui qui le remplaça pendant sa durée, une lutte polémique, courte, mais animée, qu'on ne lit point encore aujourd'hui sans intérêt, à cause du jour qu'elle jette sur les affaires de ce temps-là, et sur le caractère des personnages qui occupaient la scène politique. Revenu en France avec les restes de l'armée d'Egypte, M. Magallon, qui ne paraît pas avoir rempli de nouveaux emplois, se fixa à Paris, où il vivait encore en 1818, des débris de sa fortune, et d'une pension de 6000 francs que le gouvernement lui a accordée pour prix de ses longs services. — MAGALLON (C.), neveu du précédent, fut envoyé en 1797 à Rhodes, pour y remplacer M. Mokedo, dans les fonctions de consul de France. K.

MAGALLON (Le comte FRANÇOIS-LOUIS), fils d'un ancien lieutenant-général des armées, plus connu sous le nom de marquis de Lamorlière, qui avait servi avec distinction dans les troupes légères, et fut moins heureux pendant le peu de temps qu'il fut employé dans les premières guerres de la révolution. M. le comte Magallon de Lamorlière, dont il est question ici, est né à l'Isle-Adam, le 28 octobre 1754, et a commencé ses premières armes comme aide-de-camp de son père. Peu connu dans la guerre du continent, il fut envoyé, après le régime de la terreur, à l'Isle-de-France, avec le contre-amiral Sercey, qui venait de sortir des prisons du Luxembourg. On sait que le gouvernement d'alors ayant voulu établir le système révolutionnaire dans cette île, ne put y parvenir : l'assemblée coloniale refusa de recevoir les agents du directoire, et les renvoya. En 1797, M. Magallon fut dénoncé au conseil des cinq-cents pour avoir fomenté cette prétendue rébellion, à laquelle pourtant, si l'on en croit plusieurs officiers qui se trouvaient alors à l'Isle-de-France, M. Magallon n'eut pas autant de part qu'on l'a dit à Paris. Après la mort du comte de Malartic, commandant la colonie (1800), le comte Magallon lui

